

ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE YÉMÉNITE ENLEVÉ

Muhammad al Maqalih, un journaliste yéménite, a été enlevé dans la capitale du pays, Sanaa, après avoir critiqué le gouvernement pour la poursuite des affrontements armés dans la province de Saada (nord du Yémen). On ignore où cet homme est détenu, et sa vie est en danger.



© DR

Muhammad al Maqalih, âgé de quarante-neuf ans et père de sept enfants, a été enlevé dans une rue de Sanaa le 17 septembre à 23 heures. Des témoins ont indiqué à sa famille qu'il avait été emmené par un groupe d'hommes qui étaient arrivés à bord d'un minibus de couleur blanche dont les plaques d'immatriculation étaient masquées. Ces hommes sont partis avec lui et ont crevé l'un des pneus de sa voiture, qui se trouvait à proximité. Personne n'a eu de ses nouvelles depuis lors.

Muhammad al Maqalih est journaliste et membre du Parti socialiste yéménite (PSY). Les défenseurs des droits humains présents au Yémen pensent qu'il a probablement été enlevé par des membres des forces de sécurité en civil parce qu'il a critiqué le gouvernement, notamment au sujet des affrontements entre l'armée et les disciples d'un dignitaire musulman chiite à Saada. Ses commentaires dénonçant les homicides de civils par l'armée ont été publiés sur le site Internet du PSY (<http://www.aleshteraki.net>).

L'enlèvement d'opposants politiques et de détracteurs du gouvernement par des agents des forces de sécurité est une pratique bien connue au Yémen, en particulier lors des crises politiques telles que les affrontements à Saada. Les personnes enlevées sont souvent torturées ou soumises à d'autres mauvais traitements.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à révéler le lieu où se trouve Muhammad al Maqalih et à le libérer sans délai s'il est détenu uniquement pour avoir critiqué le gouvernement ;
- faites remarquer que, si c'était le cas, Amnesty International le considérerait comme un prisonnier d'opinion ;
- si Muhammad al Maqalih est détenu parce qu'il est soupçonné d'une infraction reconnue par la loi, demandez instamment aux autorités de veiller à ce qu'il soit protégé de toute forme de torture et d'autres mauvais traitements, et qu'il soit autorisé sans délai et régulièrement à s'entretenir avec les avocats de son choix, à entrer en contact avec sa famille et à recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 OCTOBRE 2009 À :

Président de la République :

'Ali 'Abdullah Saleh
Office of the President of the Republic
of Yemen
Sana'a
République du Yémen
Fax : +967 127 4147
Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur :
Mutaher Rashad al Masri
Ministry of the Interior
Sana'a
République du Yémen
Fax : +967 1 332 511
Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre des Droits humains :
Houda 'Ali 'Abdullatif al-Baan
Ministry for Human Rights
Sana'a
République du Yémen
Fax : +967 1 444 833
Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Madame la Ministre,

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Yémen dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE YÉMÉNITE ENLEVÉ

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Yémen, les personnes qui critiquent l'État sont fréquemment arrêtées, détenues, enlevées et battues.

La région de Saada, dont les habitants sont majoritairement des membres de la minorité chiite zāidite du pays, a connu plusieurs périodes de conflits ces dernières années. Un certain nombre d'affrontements armés ont eu lieu entre les forces de sécurité gouvernementales et les disciples d'Hussein al Huthi, dignitaire zāidite tué en 2004. La dernière vague de violence a commencé à la mi-août, lorsque cette province a été placée de fait en état d'urgence. Les forces gouvernementales ont mené une série d'attaques, notamment des bombardements de villages et de villes, vraisemblablement afin d'éliminer les sympathisants d'Hussein al Huthi.

Le droit international humanitaire interdit expressément les attaques visant directement des civils, ainsi que les attaques aveugles et disproportionnées. Les autorités yéménites et les militants armés pro-Huthi sont légalement tenus de respecter ces dispositions et doivent veiller à ce que leurs forces s'abstiennent de mener ce type d'attaques illégales.

Amnesty International a demandé au gouvernement du Yémen d'enquêter de manière exhaustive et dans les meilleurs délais sur toutes les allégations de graves violations commises par ses forces. Parmi les faits signalés figure un raid aérien, le 16 septembre, sur le village d'Adi, à proximité de Harf Sufyan, dans la province d'Amran (située près de celle de Saada), qui aurait tué environ 80 civils.

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page suivante : <http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/news/saudi-arabia-must-assist-refugees-fleeing-yemen-fighting-20090918>.

AU 246/09, MDE 31/011/2009, 18 septembre 2009

